



N° BLA/63 - 22 novembre 1965

PRINCIPES DU SOCIALISME DESTOURIEN (TUNISIE)

Jean Déjeux

Il est clair que pour les non-communistes il y a différentes voies pour parvenir au socialisme. Des marxistes le reconnaissent aussi mais c'est ordinairement par tactique : "On peut aller au socialisme par l'intermédiaire d'Averroès, d'Ibn Khaldoun, etc.", disait Roger Garaudy aux Algériens, de même que les musulmans "fondamentalistes" disent qu'ils viennent au socialisme par Mahomet, Omar Ibn Khattab, Omar Ibn Abdelaziz, Abu Dharr Al-Ghifari, etc., sans parler des cheikhs des Républiques soviétiques musulmanes lançant ces slogans : "Le communisme est l'enseignement contemporain sur la religion", "Notre psychologie est la foi au communisme et l'amour de Dieu", "Les idées et les buts de Mahomet sont réalisés aujourd'hui dans le communisme", "Dieu nous mène sur la route de la paix, de la démocratie et du socialisme", etc. La faiblesse de la pensée est telle qu' on arrive à dire n'importe quoi pourvu qu'on soit considéré socialiste, "comme tout le monde" aujourd'hui...! Ainsi encore : "On parle beaucoup de socialisme, mais pourquoi dire tous ces mots dangereux ? Nous sommes socialistes, mais sans le dire. On peut être socialiste sans en prononcer le mot", explique la reine Afet d'Arabie saoudite à Madame Bourguiba, lors du voyage présidentiel en février dernier. On arrive ainsi à faire du socialisme comme M. Jourdain faisait de la prose...

La Tunisie de 1956 sentit souffler le vent du socialisme : on parlait alors de "balayer toutes les structures périmées qui ont si longtemps pesé sur notre vie sociale". Ahmed Ben Salah animait cette tendance qui reçut un coup de frein non seulement des milieux bourgeois et conservateurs mais encore de certains responsables syndicaux, affirmant "s'intéresser à la politique en tant que citoyens, pas en tant que classe", et surtout du chef de l'Etat lui-même ; on jugea l'expérience prématurée et on parla simplement de "réformisme constructif",

En 1960 (1), le terme "socialisme" apparaît dans le vocabulaire officiel tunisien glissé dans une motion de l'Union générale des travailleurs tunisiens, repris en titre dans "Al Amal". Mais beaucoup en le lisant "voient rouge". Cependant en février 1961, on passe de l'interdit au permis, Bourguiba lance en effet inopinément dans un discours : "Si le chemin qui doit nous mener au développement est le chemin du socialisme ou même du collectivisme (...) eh bien ! je n'y vois pas d'inconvénients !". En 1962 le socialisme est qualifié de "destourien". En mars 1963 au Conseil national du Néo-Destour, il est approuvé plus explicitement encore et, en octobre 1964, le Parti, lors de son Congrès tenu à Bizerte, prend le nom de Parti socialiste destourien. Le président Bourguiba expose alors une conception modérée du socialisme destourien, comme il le fait durant son voyage au Proche-Orient, au Caire (2) et à Beyrouth (3).

"Il faut couper l'herbe sous le pied des communistes", disait hier le président (4). Le socialisme étant dans "le sens de l'Histoire", il ne fallait pas se laisser devancer. Il ne fallait surtout pas laisser "les masses déshéritées toujours de plus en plus nombreuses (...) mettre en péril l'existence

même de l'État" dans un avenir plus ou moins lointain. Bourguiba proclame en tout cas aujourd'hui que "le socialisme pour nous est inséparable de la liberté et de la démocratie" (déclaration à la Faculté de Droit de l'Université libanaise) et qu'il "est véritablement la plus admirable aventure jamais entreprise par l'homme" (discours à l'Université du Caire).

Quels sont les principes, les caractères de ce socialisme, ou plutôt de cette voie vers le socialisme ? D'aucuns disent que le système est "plus social que socialiste". Mais peu importe les étiquettes rétorquent ses partisans ; il faut le juger sur les faits et les résultats obtenus (5).



I - REVENDICATION D'UNE VOIE TUNISIENNE AU SOCIALISME.

"Le socialisme est une étoffe dans laquelle on peut tailler un costume à sa mesure" disait en avril 1964 le ministre marocain de l'information, Moulay Ahmed Alaoui, comme Amadou Hampaté Ba disait que "les Noirs avaient taillé dans l'Islam un manteau à leurs mesures". Les Tunisiens revendiquent, eux aussi, une originalité et une spécificité dans leur voie vers le socialisme. Les Algériens en font autant. D'une façon générale du reste, les musulmans, refusant de dire qu'ils empruntent à l'étranger non-musulman, s'efforcent de convaincre que leurs idées viennent du fond ancestral arabo-islamique. Au cours d'un dîner-débat à Hammamet, le 16 décembre 1963, M. Ben Salah, secrétaire d'État au Plan et aux Finances de Tunisie, expliquait justement aux journalistes étrangers la voie tunisienne (6). Attaqué à droite et à gauche, sans pourtant être au centre, le Secrétaire d'État défend la politique tunisienne

"Nous avons toujours répondu que la Tunisie avait bien le droit d'avoir sa propre voie du socialisme, puisque (...) nous voyons bien qu'il y a plusieurs socialismes. Il y a bien le socialisme qu'on appelle scientifique, semble-t-il. Il y a bien le socialisme soviétique, le socialisme chinois. A l'intérieur du socialisme soviétique, le socialisme albanais, le socialisme yougoslave, le socialisme italien, le socialisme khrouchtchévien. Il y a par ailleurs en Occident plusieurs gammes de socialismes parfois, dans un même pays ; il y a bien le socialisme scandinave appelé par les insatisfaits sécurisme, il y a bien le travaillisme britannique, il y a bien le socialisme P.S.U., le socialisme mollétisme, le socialisme léniniste et le socialisme circassien. Il est donc bien permis à l'Afrique d'avoir aussi ses différents modes, si je puis dire, ou différentes gammes de socialisme, puisqu'il y a bien le socialisme à la Senghor, comme il y a le socialisme à la Sekou Touré, comme il y a le socialisme de Ben Bella ou le socialisme bourguibien.

"... Sur le fond nous ne considérons pas que le socialisme veuille nécessairement dire socialisme d'État, nous considérons au contraire que le socialisme consiste à faire en sorte que l'économie, que la chose publique soient gérées par la société, mais une société nouvelle, une société renouée, une société orientée vers le progrès, une société équitable, une société orientée vers la justice sociale.

"... La Tunisie ne s'embarrasse pas tellement d'idéologie mais surtout d'idéal, un idéal actif, un idéal dynamique, et non pas un idéal négatif ou passif."

Chacun revendique un cheminement original vers la justice sociale, le progrès et le mieux-être. Le roi du Maroc, Hassan II, disait que "le socialisme est tout autant une doctrine qu'une méthode" et son ministre de l'information, Moulay Ahmed Alaoui, déclarait qu'il n'existait "aucune antinomie fondamentale entre la monarchie et l'affirmation dans les faits d'une doctrine socialiste" (7).

Ici comme ailleurs il faut donc voir et comprendre ce que les gens veulent dire.

II - PRINCIPES IDÉOLOGIQUES DU SOCIALISME DESTOURIEN

De grandes constantes jalonnent la voie tunisienne. Nous les retrouvons sans cesse dans les discours de Bourguiba : prises de position positives sur la confiance faite à l'homme et sur le sens de la solidarité, refus de certaines positions marxistes et communistes.

A/ Prises de positions positives.

- a) Socialisme destourien évoque d'abord discipline collective, sens des autres, solidarité "fraternité", abnégation et amour du prochain. Il n'est pas question de prendre à celui qui a pour donner à celui qui n'a pas, pas question de voler, mais de faire comprendre à tous que chacun doit gérer ses biens (surtout celui qui en possède beaucoup) en fonction du bien commun et des intérêts de la société. L'essentiel est donc de s'entraider et de ne pas abuser de la liberté. Pas de liberté sans frein, de gestion abusive de la propriété, déclarait Bourguiba le 11 juin 1961 à El Habiba (vallée de la Medjerdah). C'est ce qu'il expliquait encore le 29 juin de la même année à Sfax :

"Notre méthode consiste à réaliser la coordination et la discipline par la persuasion et la libre adhésion. Le sacrifice d'un peu de liberté devient aisé pour qui aperçoit la misère de la société dans laquelle il vit et se rend compte qu'en observant la discipline et en exécutant les consignes précises et mûrement étudiées du gouvernement il contribue à tirer le peuple de sa malheureuse condition. Il y a là pour lui la garantie de sa propre dignité (...). Le socialisme est à la base de l'évolution des rapports entre les citoyens. Jamais dans le passé les Tunisiens n'avaient eu le sentiment aussi vif de leur association. La patrie est leur bien commun. Ils sont solidaires dans le meilleur et dans le pire."

Ces vertus d'abnégation et de sacrifice de soi pour les autres ne nous sont pas étrangères, dit Bourguiba :

"Elles caractérisaient les compagnons du Prophète, au premier siècle de l'Islam. Socialistes avant la lettre, ils se considéraient membres d'une même famille. Aucun individualisme ne les animait. Personne parmi eux ne cherchait à s'enrichir au dépens des autres. Tous œuvraient pour le bien commun. Retournant aux sources de l'Islam, nous devons les imiter dans leur abnégation, leur amour du prochain et leur sens de la solidarité. Le salarié est un frère pour l'employeur. C'est cela le socialisme authentique."

Même ligne de conduite et mêmes injonctions dans le discours du 29 juillet 1963 à Bir el Bey devant les cadres de la Jeunesse :

"Le socialisme destourien s'oppose d'abord aux excès de l'individualisme, à l'égoïsme aveugle. Nous nous sommes dit alors : les vieilles habitudes individualistes, le quant-à-soi systématique, ne répond en aucune façon aux nécessités impérieuses de notre relèvement : l'effort collectif, sur la base de la solidarité qui nous lie les uns aux autres en tant qu'habitants de ce coin de terre, est la seule voie de salut. C'est ainsi que nous avons choisi ce que nous appelons "le socialisme" (...). La notion du social, le fait que nous vivons ensemble, doit s'imposer. Le responsable de l'harmonie, entre l'individu et de la collectivité, c'est l'État."

C'est ce que le président exposait encore à la Faculté de Droit de Beyrouth en mars 1965 :

"Pour édifier notre socialisme destourien, nous nous sommes référés avant tout aux principes permanents de la philosophie socialiste, sans nous arrêter aux diverses formes d'application qu'elle a pu revêtir en d'autres pays (...). Il est fondé, comme son nom l'indique, sur le besoin qu'ont les hommes d'associer leurs efforts, et dans les diverses formes de leur activité, d'agir solidairement en vue d'affronter les nécessités de la vie. Le socialisme constitue, par suite, l'un des moyens de combattre et d'enrayer l'égoïsme effréné et la cupidité insatiable."

Comme on le voit, Bourguiba se base sur la signification du mot "ishtirakiyya" que l'on traduit par "socialisme" et qui évoque l'association, la participation. Mais il insiste d'abord sur les vertus qui sont à la base de cette participation et de cet agir en commun.

- b) Ce socialisme fait donc appel à la conscience morale, à la raison, au cœur de chaque citoyen. Il y a une conversion psychologique à opérer. "Le problème essentiel est l'ordre psychologique", disait Bourguiba le 19 avril 1964 à Sfax. "Notre conception se fonde, ajoutait-il, sur "la primauté de la raison et la foi dans la perfectibilité de l'homme". Il s'agit donc de faire confiance à l'homme, de miser sur ses ressources morales profondes.

"Ce qui caractérise la voie tunisienne c'est que nous accordons au bourgeois le préjugé favorable jusqu'à preuve du contraire ; nous faisons confiance à l'homme ; nous posons qu'il est perfectible et nous faisons tout pour le perfectionnement, pour élever chaque jour davantage son niveau intellectuel et moral, et faire un citoyen valable et utile, un facteur de richesse et de progrès pour lui et pour l'ensemble de la communauté nationale.

Par une action éducative à tous les échelons, nous entendons nous débarrasser de la vieille optique du "chacun pour soi" qui explique tous les égoïsmes."

Il s'agit donc "d'éveiller dans la conscience un sens moral qui sommeille en chacun".

Le 19 octobre 1964, au 7° Congrès du Néo-Destour à Bizerte, Bourguiba déclarait dans le même sens :

"Je ne veux pas (...) décourager la bourgeoisie (...). Je ne suis pas pour le socialisme romantique et dramatique, mais pour un socialisme adapté à notre personnalité, à notre façon de vivre (...). Nous espérons ainsi éviter l'arbitraire et la tyrannie et épargner au peuple la terreur des têtes qui tombent et l'insécurité créée par la délation. Nous pensons que si nous savons lui tenir le langage du cœur et de la raison l'homme, capable de comprendre ces impératifs, ne reculera devant aucun sacrifice."

Tout un discours, celui du 19 janvier 1964, adressé à des Cadres de la Nation, est centré sur le thème de la conscience morale (8). "Par ses agissements malhonnêtes le fonctionnaire avilit le prestige de l'État et compromet l'idée même d'État socialiste. La question est donc vitale et elle exige le recours à la répression s'il le faut". Et encore : "Il faut à tout prix éviter que notre socialisme échoue, non point par suite d'erreurs de conception, mais par la faute de certains agents d'exécution".

- c) Restriction de la liberté, discipline, austérité, sens de l'entraide, appel à la raison à l'égard surtout des éléments bourgeois de la société et des fonctionnaires, certes, mais il faut encore un effort collectif réel, un travail efficace, le refus de la tricherie, l'enthousiasme au travail. Développer la production dépend donc d'abord de certaines conditions psychologiques : sortir des vieilles catégories mentales, de la routine, de la résignation pour faire sien un idéal actif et dynamique.

"Tantôt, explique Bourguiba à Sfax (19 janvier 1964), c'est l'individu lui-même qui sous l'empire de conceptions religieuses étriquées, n'éprouvait pas le besoin d'augmenter sa production ni d'améliorer sa condition. Convaincu que sa félicité était dans l'autre monde, il considérait comme vain et inutile l'effort ici-bas. Il est indispensable alors d'ouvrir son esprit, de l'instruire, de lui expliquer que les religions sont aussi des règles de vie sur cette terre, de lui faire ressortir que l'Islam fait sa part à ce monde comme à l'autre.

"... L'important n'est pas de partager les biens actuels. L'important c'est de faire en sorte que chaque personne dans la nation soit à même de créer des richesses nouvelles."

"Le travailleur doit savoir que lorsqu'il travaille et gagne plus, c'est dans l'intérêt et des autres et de son pays, donc du sien", disait encore Bourguiba à Bizerte lors du 7° Congrès. "Le bourgeois aussi doit savoir que son capital il le fera fructifier pour les autres". Pas question donc de faire la charité, il faut travailler :

"C'est le problème des problèmes, ce n'est pas la charité. "Ya krim mtâa Allah !" Donne-moi ce que Dieu exige comme si c'était un droit ! Des milliers de pauvres qui attendent devant un palais l'aumône du sultan. Je ne veux pas de ça ! C'est contre la dignité humaine. Venez travailler, venez apprendre à travailler dans une école professionnelle, venez faire tourner une toupie, venez seulement. On doit faire disparaître cette mentalité de chien d'avant."

- d) Enfin la construction de ce socialisme tient compte du facteur "temps". Selon sa manière propre, Bourguiba aime à procéder par étapes : ne pas brusquer les choses, ne pas forcer les gens (sauf s'ils ne veulent pas comprendre !), mais les inciter, les faire réfléchir, les amener d'eux-mêmes à

changer leurs façons de faire et de vivre. C'est ce que disait aussi Ahmed Ben Salah à Hammamet le 16 décembre 1963 :

"Nous sommes décidés, quant à nous, à procéder par étapes, là aussi, dans le domaine de la construction socialiste, et d'essayer, en même temps que nous réalisons des projets capables de promouvoir l'homme et la société, d'exploiter les richesses, les possibilités, les ressources du pays, d'essayer également d'aborder l'ensemble des structures héritées aussi bien des périodes de décadence que des périodes de décolonisation pour les réformer profondément, et pourquoi pas révolutionnairement ?"

Bourguiba exposait lui-même au Caire en février 1965 :

"Nous n'estimons pas que la révolution dans son essence exige le recours à la force et à l'adoption d'attitudes rigides considérées comme principe. La révolution ne doit avoir recours à la violence que contrainte, et seulement si elle ne peut parvenir à ses buts de façon pacifique.

Il n'est pas anti-révolutionnaire de procéder par étapes et de réaliser progressivement les objectifs, considérant que l'évolution est un principe pour les choses comme pour les hommes. Nous refusons, par principe, de verser le sang, si nous pouvons l'éviter, nous préférons que notre révolution progresse solidement et s'épanouisse dans l'enthousiasme et la joie de vivre. Si nous considérons les choses avec réalisme, et en tenant compte des résultats, nous considérons que la politique de la progression par étapes n'est pas moins fructueuse que les autres en vue de réaliser les objectifs de la révolution."

B/ Refus de certaines positions marxistes.

- a) Rejet de la lutte de classes. Dès le 29 juin 1961 dans son discours à Sfax, Bourguiba déclare catégoriquement : "Si j'opte pour le socialisme, je n'en demeure pas moins opposé à ce qu'il implique de lutte de classes. Je ne crois pas à la nécessité de la lutte entre les hommes. La haine ne doit pas les séparer avant de dégénérer en guerre d'extermination parce qu'une des deux classes opposées doit disparaître". Le président n'est pas le seul du reste à relever dans le marxisme cette particularité qui a germé en Europe. Au 2^o Congrès de l'U.G.T.A., en mars 1965 à Alger, un délégué proclamait : "Si le socialisme est né en Europe dans des conditions particulières marquées par une lutte de classes aiguë et où l'Église se faisait le défenseur des couches exploiteuses et privilégiées, il n'en est pas de même chez nous où le socialisme a surgi du génie créateur de nos masses et de nos profondes traditions arabo-islamiques" (9). Nous avons vu que pareillement au Proche-Orient des leaders ou des hommes de pensée relevaient que le communisme était une idéologie étrangère, occidentale, non arabe, et que la première différence entre le socialisme arabe et lui se nouait justement autour de la notion de classe (10).

En Tunisie, un article de A. Razgallah dans "*L'Action*" du 3 avril 1963 se demandait "si les idées marxistes-léninistes trouvent leur application en Tunisie, si elles sont compatibles avec notre civilisation, nos coutumes et mœurs et enfin avec notre religion". L'auteur affirmait que le socialisme était possible par la persuasion et l'interdépendance de l'intérêt individuel et de l'intérêt général et non pas par la lutte intestine des classes. Et il résumait les caractéristiques du socialisme destourien :

- 1) bâti sur la base de l'unité et de la solidarité nationales,
- 2) reconnaissant la propriété privée bien gérée,
- 3) ne livrant pas l'individu aux mains de l'Etat,
- 4) affirmant la croyance en Dieu et aux principes moraux universels et non "la croyance à la matérialité de l'Histoire comme cela est le cas pour les communistes"(11).

De nombreux articles dans la presse tunisienne et des conférences d'orientation ont souvent redit la même chose. Ainsi :

"Notre méthode (...) consiste à associer le peuple tout entier à la gestion des affaires du pays par l'intermédiaire d'institutions populaires dont les membres sont élus (...). Elle rejette la lutte des classes (...). Elle est essentiellement destourienne, parce qu'elle vise à l'édification d'un socialisme conforme à la vocation de notre peuple, à ses saines traditions et à ses aspirations." (12)

Quant à Bourguiba, il déclarait aux jeunes réunis à Bir el Bey le 29 juillet 1963 :

... Je veux dire à ces jeunes que rien ne nous sépare d'eux s'ils n'entendent pas sacrifier à la démagogie en s'érigeant systématiquement et exclusivement les défenseurs d'une fraction de la population au détriment des autres et en prêchant la haine et la rancune. Nous leur dirons que les masses populaires sont l'objet de nos soins et de nos soucis, que nous travaillons à améliorer leur sort. Que l'on vienne seulement voir !

Il reste que nous ne sommes pas d'accord avec eux sur un point. Contrairement à Karl Marx nous ne croyons pas à la nécessité de la lutte des classes et à l'opposition haineuse qu'on croit devoir instaurer entre elles. Nous n'entendons pas diviser la nation tunisienne en classes antagonistes. De nos jours (...) de nouvelles voies s'ouvrent devant nous, pour résoudre le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elles s'inspirent de la notion de charité et de confiance en l'homme, de perfectibilité humaine sur le plan moral et intellectuel."

Dans son discours prononcé à Sfax le 19 avril 1964, le président revient longuement sur les analyses inexactes de Marx, sur ses erreurs, sur ses prévisions qui ne se réalisent pas. Il n'y a donc pas de fatalité, de déterminisme, de haine inéluctable, du fait que l'histoire est l'histoire des hommes elle comporte des impondérables, car entrent en jeu des mobiles que la science ne peut pas mesurer : la liberté, la dignité, l'amour. "Ce qui importe, dit-il, c'est que notre nation qui a besoin de tous ses fils pour gagner cette bataille ne connaisse pas les malheurs de la haine sociale encouragée par les tenants du socialisme dit scientifique, qui, sous prétexte de lutte des classes, sèment la division et mutilent la patrie". Le président fait confiance à l'homme-bourgeois perfectible pensant qu'il comprendra le véritable intérêt du pays. Il ne veut pas "décourager la bourgeoisie", dit-il au 7^e Congrès du Néo-Destour. Il refuse "toute forme de socialisme qui constituerait un moyen déguisé de spoliation, une série de représailles dirigées contre les plus riches, ou une sorte d'hégémonie exercée au profit d'une classe unique, celle du prolétariat, imposant sa dictature à l'ensemble du corps social (...). Nous ne croyons pas que les diverses classes doivent fatalement s'opposer" (à Beyrouth en mars 1965). Mêmes idées exposées au Caire en février, terminées par ceci : "La seule autorité qui compte à nos yeux est celle de l'intérêt public, de l'intérêt du peuple tout entier sans discrimination ni distinction". Bref, "il n'est pas question pour nous de distraire du corps national une classe que nous appellerions la bourgeoisie pour la soumettre à un traitement spécial" (29 juillet 1963) (13). Et de nouveau lors du discours du 17 juin 1965 à El Habiba : "Il y a des pays qui se prétendent révolutionnaires pour la seule raison qu'ils sont gouvernés par des régimes issus de coups d'Etat. Au nom de la justice, on jette les grands féodaux en pâture à une opinion artificiellement excitée, on les met en prison et on distribue leurs terres. Notre action est vouée au mieux-être et à la promotion de l'homme. Pas de haine, pas de contrainte. Pas d'injustice non plus. Il nous répugne de spolier un propriétaire au nom de la réforme agraire. Notre action est une œuvre créatrice dont les intérêts sont tangibles".

- b) En conséquence, le socialisme destourien reconnaît la propriété privée. Non pas certes que la bourgeoisie doit abuser des biens qu'elle possède, bien au contraire, comme Bourguiba y insiste dans ses discours, elle doit penser à l'intérêt général du pays. On ne possède pas pour soi tout seul, mais aussi pour les autres. "Nous souhaiterions que leur gestion soit profitable à la société en même temps qu'à eux-mêmes. L'homme n'est plus libre de disposer de ses biens en dépit de la raison, de l'expérience, de la technique, qu'il s'agisse d'une terre, d'une fabrique, d'une rente, d'un traitement, ou d'un salaire" (El Habiba, 11 juin 1961). Le socialisme destourien s'élève donc contre les excès de l'individualisme et contre l'égoïsme effréné.

Et ceci rejoint encore des déclarations et prises de position de socialistes du Proche-Orient.

- c) Enfin, ce socialisme entend ne pas oublier l'homme, comme le socialisme algérien et comme les socialismes arabes du Proche-Orient. Là encore de nombreuses déclarations contre l'annihilation de l'homme dans la société marxiste, sa situation de pur instrument de travail, d'individu collectivisé, livré aux mains de l'État. On croit en l'homme, en ses ressources profondes, en ses possibilités de perfectionnement pour se plier de lui-même à la discipline collective, pour comprendre ce qui lui est demandé et participer à la promotion commune.



Les marxistes et les communistes diront que ce n'est pas là le véritable socialisme (14). Mais peu importe, répond Bourguiba. Marx n'a pas tout prévu et n'est pas infailible. "Pour juger si nous sommes sur la bonne voie, nous n'avons nul besoin de nous référer à Marx, Krouchtchev ou Tito" (19 avril 1964). "Il n'existe pas un genre de socialisme valable pour tous les temps et tous les pays (...). Bien loin de façonner notre socialisme sur une idéologie importée ou imitée de l'Étranger, nous en avons fait plutôt une méthode du rénovation et de promotion appropriée à notre société" (à Beyrouth).

"Peu nous importe que certains prétendent que le socialisme tunisien n'est pas un socialisme scientifique. S'ils entendent par là que nous ne suivons pas le modèle marxiste, alors ils ont raison et nous estimons qu'il ne peut être appliqué à la plupart des pays sous-développés. Mais si le socialisme scientifique est fondé sur l'étude des faits (...) nous estimons que le socialisme tunisien ne s'est pas écarté dans son essence et dans son esprit du socialisme dit scientifique, ni quant aux objectifs ni quant aux moyens" (discours du Caire, février 1965).

Ajoutons que le président, voudrait qu'un tel socialisme (destourien) "animé d'un tel esprit et d'un si large et si généreux idéal", ne se cantonne pas dans les limites étroites d'une société et d'un peuple. Il lance un appel à Beyrouth pour "édifier cette civilisation à l'échelle de la planète", car ce socialisme est "la doctrine la plus riche en possibilités de coopération et de solidarité entre nations et collectivités, la plus propice au dialogue permanent et créateur entre civilisations et cultures".

En tout cas on ne peut pas ne pas constater tout ce que cette voie révèle de positif et comporte en fait de points communs avec les socialismes arabes du Proche-Orient. Comme ces socialismes-là elle ne craint pas de se séparer du communisme et du marxisme : refus de la lutte de classes (engendrant les divisions et les haines), reconnaissance de la propriété privée bien gérée, place faite à l'homme dans la société et au rôle personnel qu'il doit y jouer, animation par une "morale" recommandant la solidarité et l'abnégation, appelant à la conscience, à la raison et au cœur, foi en l'homme et en sa perfectibilité, prise en considération du facteur "temps" et donc d'une progression raisonnable.

Même si tout ceci se construit souvent dans le pragmatisme et l'empirisme, même si on fait parfois du "social" plutôt que du socialisme, il n'empêche qu'il y a là une réelle volonté de mettre "l'homme debout" sans le mutiler ou le collectiviser ni le déraciner de ses valeurs spirituelles. Pour nous chrétiens ce sont des perspectives très positives.

Jean Déjeux

NOTES

1. Voir J. Ben Brahem, "La voie tunisienne vers le socialisme" dans "Le Monde", 5, 6 et 7 août 1964.
2. Discours rapporté dans "Le Progrès égyptien" du 18 février 1965, repris dans "Alger républicain" des 25, 26 et 27 février. Extraits dans la "Revue de Presse", n° 93, mars 1965.
3. Conférence rapportée dans "L'Orient" (Beyrouth) du 21 mars 1965.
4. Le Parti communiste tunisien a été interdit le 8 janvier 1963. L'Agence Tunis-Afrique-Presse, se référant aux "milieux autorisés", communiquait le 11 janvier que, de fait, les activités du P.C.T. n'étaient plus "tolérées" mais qu' "on ne pouvait parler d'interdiction puisque ce Parti n'avait jamais été formellement reconnu depuis l'indépendance (mars 1956). Le 31 décembre 1962, l'hebdomadaire de ce Parti, "At-Talia" (L'Avant-Garde) avait été suspendu, en même temps d'ailleurs que le mensuel marxiste "Tribune du Progrès". Cf. COMPRENDRE, blanc, n° 33, 1^{er} février 1962, Deux périodiques progressistes tunisiens (Tribune du Progrès et At-Tajdid).
Citons des organes d'opposition paraissant actuellement hors de Tunisie : "Perspectives", par le Groupe d'études et d'action socialiste tunisien (Paris) depuis décembre 1963 (cahiers polycopiés d'une quarantaine de pages, trimestriels) ; "La voix du peuple" (Saout el chaab), organe du Mouvement socialiste révolutionnaire du peuple tunisien (édité hors de France, journal de six ou huit pages), "Al Kifah" des groupes trotskistes.
5. Hassan II déclarait quant à lui au "Monde" (22 mai 1962) : "Il faut bien s'entendre sur le sens que l'on donne au terme "socialisme". Celui-ci, à notre époque, se fait en toutes couleurs, et le vocable est tellement galvaudé qu'il finit par perdre une partie de sa signification. Au-delà du vocable et des débats d'ordre idéologique auxquels il a pu donner lieu, un régime de ce genre s'apprécie davantage par ses réalisations que par l'étiquette qu'il veut se donner".
Cependant le leader de l' U.N.F.P., Ben Barka, déclarait, lui, au Caire en 1960 (selon la revue "Rosa el Youssef" n° 1694) : "Je suis fondamentalement opposé à ceux qui parlent de socialisme arabe. A notre

avis, il n'y a qu'un seul socialisme, le socialisme scientifique et les différences qui peuvent exister ne résident que dans son domaine d'application. Il n'y a qu'un seul germe de socialisme, mais ce germe peut produire des fleurs différentes selon les climats où il est appelé à s'épanouir".

6. Cf. "*Maghreb*", n° 1, janv.-février 1964, pp. 32-33.
7. "*Le Monde*" du 14 avril 1964.
8. Voir ce discours dans "*Confluent*", n° 40, avril 1964, pp. 332-335, repris partiellement dans *COMPRENDRE*, saumon, n° 70, 4 février 1965, Conscience professionnelle et morale du haut fonctionnaire musulman, p. 10.
9. "*Alger républicain*" du 25 mars 1965.
10. Cf. *COMPRENDRE*, saumon, n° 54, 1^{er} novembre 1962, Le socialisme de l'Islam (Cheikh Shaltut, Muhammed Hussaneïn Haykal, Dr Mustafa al-Sibaï) ; saumon, n° 74, 25 juillet 1965, Socialisme arabe et communisme (la situation du Baas et de Michel Aflak par rapport au communisme).
11. Sur la discussion autour des croyances islamiques, voir *COMPRENDRE*, blanc, n° 33, déjà cité, analysant les positions progressistes et marxisantes. Bourguiba revient de temps à autre sur la question du culte et des rites surtout "en tant que chef spirituel des musulmans de ce pays", à propos du pèlerinage, du sacrifice du mouton, du ramadan, dans l'intérêt de l'Islam et dans l'intérêt de la Tunisie à sortir du sous-développement. Dans le discours du 17 juin 1965 à El Habiba, c'est contre les conceptions anachroniques à l'égard des assurances que le président part en guerre : "La religion ni le droit musulman, dit-il, ne peuvent interdire ce qui, de toute évidence, est conforme à l'intérêt bien compris (maçlahah) de la communauté musulmane" (cf. "*L'Action*" du 19 juin 1965).
12. "*Al Amal*" du 12 mars 1963.
13. "Je ne peux me résoudre, disait encore Bourguiba, sous prétexte de socialisme "scientifique" et en vertu d'une théorie largement démentie par les faits à considérer a priori toute une fraction de la nation comme une classe ennemie qu'il faut combattre et annihiler" (Sfax, 19 avril 1964). Cependant après les incidents de M'Saken le chef de l'État tançait vigoureusement les "bourgeois" : "Nous avons voulu éviter de nous heurter à eux avec l'espoir de les convaincre, mais si les principes de Karl Marx, selon lesquels aucune coopération avec les bourgeois n'est possible, se révèlent exacts, nous les adopterons".
14. Les applications concrètes de ce socialisme, dans lesquelles nous n'avons pas à entrer ici où nous nous contentons des aspects socio-culturels, sont la planification, la réforme agraire et "les unités de production" de l'agriculture. Cf. Henri Raymond, "Socialisme et planification en Tunisie" dans "*Confluent*", n° 35, novembre 1963, pp. 890-896 ; Yves Cuau, "La Tunisie nouvelle" dans "*Le Figaro*" des 23-24 janvier 1964 ; Josette Ben Brahem, "La voie tunisienne vers le socialisme" dans "*Le Monde*" déjà cité ; M. Chérel, "Les unités coopératives de production dans le Nord-Tunisien" dans "*Maghreb*", n° 3, mai-juin 1964, pp. 28-30 et n° 4, juillet-août 1964, pp. 25-27 ; Michel Callens, "Les unités coopératives de production du nord de la Tunisie" dans "*Confluent*", n° 45-46, nov.-déc. 1964, pp. 1009-1031 ; J. Préjean, "L'expérience tunisienne des Unités coopératives de production" dans "*Economie et politique*", n° 125, décembre 1964, pp. 89-98 ; les collections des publications oppositionnelles : "*Tribune du Progrès*" (1961-62), "*Perspectives*" (à partir du n° 1, décembre 1963, pour la réforme agraire surtout).



S.M.A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C.C.P. : 15 263 74
--